

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 251

1^{er} février 2013

SOMMAIRE

Etex Asia	12043	Luxsyspur S.à r.l.	12027
La Barak'ha	12004	Luxsyspur S.à r.l.	12025
Lais S.à r.l.	12004	Lux-Transport	12023
Lareneginvest Holding S.A.	12004	Lux Trustees S.à r.l.	12021
LASERFICHE STRATEGIC SERVICES (Luxembourg) S. à r.l.	12004	Manwin Holding Sàrl	12042
Laurasia Holding S.A., SPF	12005	Marcelina S.A.	12045
Lavorel Medicare	12010	Marisca, S. à r.l.	12045
Leesha Financial Management S.A.	12011	Mars Propco 9 S.à r.l.	12040
Lendit Luxembourg S.A. SPF	12011	McCain Finance Europe S.à r.l.	12040
Lenerz Putz S.à r.l.	12011	McCain Finance Luxembourg S.à r.l.	12040
Level AP S.à r.l.	12043	Mercato S.A.	12045
Librairie Diderich	12002	Merus SPF	12043
Lighthouse Holdings Limited S.A.	12002	METZEN S.à r.l., Industrietechnische An- lagen	12044
Linden S.à r.l.	12011	M.G.R Consulting S.A.	12027
Logan Estates, S.à r.l.	12011	M & J INTERNATIONAL S.A.	12039
Logitrans Europ S.A.	12012	M.Kessler S.à r.l.	12027
Louma S.A.	12012	M.Kessler S.à r.l.	12027
LPL Expert-Comptable S.à r.l.	12012	Mobile International Security S.à r.l.	12048
Lucas S.à r.l.	12020	Nerovia S.A.	12048
Lux Chapiteaux	12020	Saar-Mosel Lux Matériel TP S.à r.l.	12045
Lux-Civil Engineering Consulting S.A.	12021	Silberhorn Invest	12005
Luxemburger Schaumstoffwerke AG	12004	SPL S.A.	12012
Lux-International Transport GmbH	12021	Steba Biotech S.A.	12002
Luxlite S.à r.l.	12024	Step's S.à r.l.	12021
Lux-Minerals S.A.	12024	Swilux	12025
Lux-Minerals S.A.	12024	Symphonia Lux Sicav	12028
Luxoptic sàrl	12024	TABB Packaging Solutions, S.à r.l.	12040
Lux Services S.à r.l.	12020	Team S.A.	12043

Librairie Diderich, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4140 Esch-sur-Alzette, 2, rue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 17.298.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2013000345/10.

(120226419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Lighthouse Holdings Limited S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 84.593.

En date du 14 novembre 2012, le conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la Société du 3, Rue Goethe, L-1637 Luxembourg au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, avec effet au 31 octobre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2012.

Référence de publication: 2013000346/11.

(120226432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Steba Biotech S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 122.394.

L'an deux mille douze, le douze décembre.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «STEBA BIOTECH S.A.», ayant son siège social au 7, Place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous section B numéro 122 394, constituée suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 17 novembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 116 du 5 février 2007; et dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

L'assemblée est présidée par Madame Sara Lecomte, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur François Differdange, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les quatre cents (400) actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence de cinquante et un millions d'euros (EUR 51.000.000,-), en vue de le porter de son montant actuel de quarante mille euros (EUR 40.000,-) à cinquante et un millions quarante mille euros (EUR 51.040.000,-) par l'émission de cinq cent dix mille (510.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que celles existantes à souscrire par «STEBA MAOR Sarl» et à libérer entièrement par conversion en capital d'une créance certaine, liquide et immédiatement exigible sur la Société s'élevant à cinquante et un million d'euros (EUR 51.000.000,-).

2.- Acceptation de la souscription et libération.

3.- Modification du paragraphe 1^{er} de l'article 5 des statuts.

IV.- L'intégralité du capital social étant représentée à la présente l'Assemblée, les Actionnaires décident de renoncer aux formalités de convocation.

Les actionnaires présents ou représentés considèrent, par conséquent, avoir été valablement convoqués, et acceptent dès lors de délibérer et de voter les points portés à l'ordre du jour. Ils confirment que toute la documentation présentée

lors de l'assemblée a été mise à leur disposition endéans une période suffisante pour leur permettre d'examiner attentivement chaque document.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social souscrit à concurrence de cinquante et un millions d'euros (EUR 51.000.000,-) pour le porter de son montant actuel de quarante mille euros (EUR 40.000,-) à cinquante et un millions quarante mille euros (EUR 51.040.000,-), par conversion en capital d'une créance certaine, liquide et immédiatement exigible sur la Société s'élevant à cinquante et un million d'euros (EUR 51.000.000,-) et par l'émission de cinq cent dix mille (510.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que celles existantes.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'admettre à la souscription des cinq cent dix mille (510.000) actions nouvelles:

«STEBA MAOR S.A.R.L.», une Société à Responsabilité Limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 7, Place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés_Luxembourg sous section B numéro 86709.

Cet apport étant réalisé en nature, la mise en oeuvre du droit préférentiel de souscription prescrit par la loi en faveur des actionnaires existants en cas d'émission d'actions nouvelles n'est pas d'application.

Intervention - Souscription - Libération

Est ensuite intervenue aux présentes «STEBA MAOR S.A.R.L.», ici représentée en vertu d'une procuration dont mention ci-avant; laquelle, par son représentant susnommé, a déclaré souscrire à l'intégralité de l'augmentation du capital social et la libérer intégralement par conversion en capital d'une créance certaine, liquide et immédiatement exigible, existant à son profit et à charge de la Société, et en annulation de cette même créance à concurrence de cinquante et un million d'euros (EUR 51.000.000,-).

Rapport d'évaluation de l'apport.

Cet apport fait l'objet d'un rapport établi par le réviseur d'entreprises agréé Grant Thornton Lux Audit S.A., conformément aux dispositions des articles 26-1 et 32-1 de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telles que modifiée, et qui conclut de la manière suivante:

Conclusion

«Sur la base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie» Ledit rapport, signé ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le paragraphe 1^{er} l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à cinquante et un millions quarante mille euros (EUR 51.040.000,-) divisé en cinq cent dix mille quatre cents (510.400) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune. [...] »

Frais et Dépens

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de sept mille euros (EUR 7.000,-). Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: S. LECOMTE, F. DIFFERDANGE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 13 décembre 2012. Relation: LAC/2012/59683. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C.FRISING.

Référence de publication: 2012167266/84.

(120219795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2012.

Luxemburger Schaumstoffwerke AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 147.846.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21/12/2012.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2013000348/12.

(120226491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

La Barak'ha, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5771 Weiler-la-Tour, 1, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 90.766.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 29.12.2012.

Référence de publication: 2013000349/10.

(120226368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Lais S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 119.721.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013000352/11.

(120226252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Lareneginvest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 42.862.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013000354/9.

(120226056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

LASERFICHE STRATEGIC SERVICES (Luxembourg) S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 157.188.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013000355/10.

(120226270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Laurasia Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 15.268.

Je, soussigné,

Van Lanschot Management S.A.

Demeurant professionnellement 106 route d'Arlon, L-8210 Mamer (Luxembourg),
démissionne, par la présente, du mandat d'administrateur de la société anonyme:

LAURASIA HOLDING S.A., SPF

ayant son siège social au 42-44, avenue de la gare à L-1610 Luxembourg,
enregistrée au R.C.S Luxembourg sous le numéro B 15.268

Date effective: le 31 décembre 2012

Van Lanschot Management S.A.

Référence de publication: 2013000356/16.

(120226513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Silberhorn Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 173.606.

STATUTEN

In the year two thousand and twelve, on the fourteenth day of December.

Before us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg-City,

There appeared:

STRAHLHORN INVEST S.A., having its registered office at 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered at the Trade Register under Number B 110.010, here duly represented by its director Mr Gabriel EL RHILANI, having its professional domicile at 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

The appearing party, in the capacity in which he acts, requires the notary to document the following Articles of Incorporation of a company that is to be established:

Art. 1. Between the appearing party and all persons who become owners of the shares hereafter issued, a joint stock company was founded under the name "SILBERHORN INVEST".

The Company is established for an indefinite period.

The registered office of the company is established in Luxembourg.

By resolution of the Board offices, branches and agencies, both in Luxembourg and abroad, may be set up.

Art. 2. The corporate object of the Company is the holding of participating interest in whatever form, in other Luxembourg or foreign undertakings as well as the management and the control of those participations.

More specifically the Company may acquire by contribution, by subscription, through options or by any other form securities in whatever form and proceed with the sale of those participations in whatever form such as by sale or exchange or any other means.

The Company may also acquire and put to value all patents and other rights attached to or completing those patents.

The Company may borrow or grant to the companies in which it participates or is interested in, directly or indirectly, every assistance, loans, facilities or guarantees.

The Company may furthermore execute all commercial, industrial and financial operations, in movable and immovable estates, through transactions that may be useful for the accomplishment of its corporate object.

Art. 3. The share capital is set at thirty one thousand euro (EUR 31.000,00) represented by one hundred (100) shares of three hundred and ten euro (EUR 310,00) each.

The Company may, within the conditions of the law repurchase its own shares.

Art. 4. The Company's shares are in registered or bearer form, and may be partially, at the option of the shareholders, be issued under one or the other form, but according to legal restrictions.

The Company will recognize only one holder per share. In the case where a stock has more than one owner, the Company may suspend the exercise of rights arising from this stock, up to the moment where a person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

Art. 5. Any regularly constituted General Meeting of shareholders of the Company represents all shareholders of the Company. It has the broadest powers to order all affairs of the Company and to perform or operate them.

Art. 6. The Annual General Meeting shall be held at the registered office or at any other place specified in the notice of meeting on the first Thursday of June at ten clock.

If such day is a legal holiday, the meeting shall be held on the next working day. The Annual General Meeting may be held abroad if the Board determines in its discretion that extraordinary circumstances are required.

Other meetings of shareholders may be held at such time and place as is specified in the respective notices of meeting.

The meetings and proceedings of any General Meeting are subject to the law, unless otherwise arranged by these articles.

Each share is entitled to one vote, except the law and the articles of incorporation provide otherwise. A shareholder may at any meeting of shareholders participate indirectly, by indicating in writing by cable, telegram, telex or facsimile, another person as his proxy.

Unless otherwise required by law, the decisions of the duly convened General Meeting of shareholders shall be passed by a simple majority of the shareholders present and voting.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to be admitted to the General Meeting.

If all shareholders at a General Meeting of shareholders are present or represented and if they declare, to have known the content of the agenda of the meeting in advance, the General Meeting may be held without notice or publication.

Art. 7. The Company is managed by a board of at least three members, who need not be shareholders.

If the Company has only one shareholder, the Board may, in accordance with the Act of 25 August 2006, consist of only one member, who needs not to be a shareholder.

The Directors are elected by the shareholders at the Annual General Meeting for a term, which may not exceed six years and may be re-elected. They can be removed at any time.

If a member of the Board resigns before the expiration of his term of office, the remaining members of the Board will provisionally fill the vacancy. The next following Annual General Meeting shall ratify.

Art. 8. The Board may elect from among its members a chairman and a vice-president.

The Board may also choose a secretary, who need not be a director, and will be responsible for the minutes of the Board meetings and the meetings of shareholders.

The meetings of the Board shall be convened by the chairman or by any two members of the Board, at such place and time as are specified in the notice.

Any Director may be represented at any meeting of the Board by appointing in writing another member, by telex, facsimile or telex, as his proxy.

The Board of Directors shall be valid only if the majority of its members are present or represented. Decisions shall be made by majority vote of those present or represented at such meeting.

Written resolutions, approved and signed by all Directors have the same effect as a board resolution passed at a meeting of the Board.

Art. 9. The Board has the broadest powers to manage and dispose all actions which are necessary for the achievement of the corporate purpose or to promote it. Everything that is not expressly reserved by the law or the articles to the General Meeting falls within the competence of the Board of Directors.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management as well as to conduct the daily management of the Company to one or more directors, to a council (whose members need not be Directors) or to an individual, which has not to be a Director; these powers shall be determined by the Board.

The Board may also give special powers to any person who need not be a member of the Board. It may appoint and revoke all officers and employees and fix their remuneration.

Art. 10. The Company will be bound by the joint signatures of two Directors or by the individual signature of a delegate of the Board, acting on behalf of his powers. If according and under Article 51 of the Law of 25 August 2006, the Board consists of only one member, the Company is committed by the sole signature of the Board member.

Art. 11. The Company's operations are supervised by one or more statutory auditor(s), who need not be shareholders.

The General Meeting appoints the statutory auditor(s) and shall determine their number, the term of office, which may not exceed six years, as well as the remuneration.

Art. 12. The financial year begins on 1st January and ends on 31st December of each year.

Art. 13. Five percent (5%) of the net profit shall be used for the formation of a legal reserve. This allocation shall cease as the legal reserve reaches ten percent (10%) of the subscribed share capital prescribed in Article 3, taking into account any increase or decrease thereof.

The General Meeting will decide on the recommendation of the Board on the appropriation of the net profit.

In case of shares which are not fully paid, the dividends shall be paid pro rata .

In compliance with the relevant legal provisions, advance dividends may be paid.

Art. 14. In case of dissolution of the Company, liquidation is performed by one or several liquidators (which may be natural or legal persons) which are appointed by resolution of the General Meeting, which also determines their powers and remuneration.

Art. 15. For all matters not governed by these Articles of Incorporation, the shareholders refer to the provisions of law of 10 August 1915, and its amendments.

Transitional dispositions

- 1) The first business year begins today and ends on the 31st of December 2013.
- 2) The first annual meeting will be held in 2014.

Subscription

All the one hundred (100) shares were subscribed by STRAHLHORN INVEST SA, specified above.

The shares were fully paid up in cash, so that the sum of thirty one thousand euros (31,000.00 EUR) is now at the disposal of the company, as has been proved to the notary.

Certificate

The notary certifies that the conditions of Article 26 of the Law of 10 August 1915 and its amending laws on commercial companies are met.

Costs

The costs, expenses, fees and charges that are imposed by some form on the Company are estimated to amount to one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-).

Resolutions of the Shareholder

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions.

1. The number of Board members will be one (1), the number of auditors will be one (1).
2. Is appointed as director: STRAHLHORN INVEST SA, with registered office at 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered at the Commercial Register of Luxembourg under number B 110 010.
3. Has been appointed as auditor: D.E. Révision, with registered office at 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered at the Commercial Register of Luxembourg under number B 165 728.
4. The mandates of the Board and of the auditor shall be of six years and will expire at the Annual General Meeting of 2018.
5. The registered office is at 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by an German version. On request of any appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereas, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The document having been read in the language of the party appearing, known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said party appearing signed together with the notary the present deed.

Deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendundzwölf, am vierzehnten Dezember.

Vor dem unterschreibenden Notar Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg,

ist erschienen:

STRAHLHORN INVEST S.A., mit Sitz in 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, eingetragen im Handelregister Luxemburgs unter der Nummer B 110.010, hier vertreten durch ihr Verwaltungsratsmitglied Herrn Gabriel EL RHILANI, mit Berufsanschrift in 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Welcher Komparent, namens wie er handelt, den unterzeichneten Notar ersuchte, die Satzung einer von ihm zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu dokumentieren.

Art. 1. Zwischen dem Komparenten und allen Personen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine Aktiengesellschaft gegründet unter der Bezeichnung "SILBERHORN INVEST".

Die Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen in jedweder Form an anderen in- und ausländischen Gesellschaften sowie die Verwaltung und Kontrolle dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Kaufoption, oder in jeder anderen Form, und dieselben durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form veräußern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft Patente und andere davon abgeleitete oder dieselben ergänzenden Rechte erwerben und verwerten.

Die Gesellschaft kann Anleihen aufnehmen sowie den Gesellschaften, an denen Sie beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschuss oder Sicherheit gewähren.

Die Gesellschaft kann darüber hinaus alle kommerziellen, industriellen oder finanziellen Handlungen hinsichtlich beweglicher oder unbeweglicher Güter vornehmen, die direkt oder indirekt mit ihrem Gesellschaftszweck verbunden sind oder diesem dienen können.

Art. 3. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt einunddreißig tausend Euro (31.000,00 EUR), eingeteilt in hundert (100) Aktien mit einem Nennwert von je dreihundertzehn Euro (310,00 EUR), die sämtlich voll eingezahlt wurden.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

Art. 4. Die Aktien der Gesellschaft lauten auf den Namen oder den Inhaber oder können teilweise, nach Wahl der Aktionäre, unter der einen oder der anderen Form ausgegeben werden, jedoch unter Beachtung der gesetzlichen Einschränkungen.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Aktionär pro Aktie an. Im Falle wo eine Aktie mehrere Besitzer hat, kann die Gesellschaft die Ausübung der aus dieser Aktie hervorgehenden Rechte, bis zu dem Zeitpunkt wo eine Person als einziger Eigentümer dieser Aktie gegenüber der Gesellschaft angegeben wurde, suspendieren.

Art. 5. Jede ordnungsgemäß konstituierte Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse, um alle Handlungen der Gesellschaft anzuordnen, durchzuführen oder zu betätigen.

Art. 6. Die jährliche Hauptversammlung findet am Geschäftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort, am ersten Donnerstag des Monats Juni um zehn Uhr.

Sofern dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, findet die Hauptversammlung am ersten darauf folgenden Werktag statt. Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern.

Die übrigen Versammlungen können zu der Zeit und an dem Ort abgehalten werden, wie es in den Einberufungen zu der jeweiligen Versammlung angegeben ist.

Die Einberufungen und Abhaltung jeder Hauptversammlung unterliegen den gesetzlichen Bestimmungen, soweit die vorliegenden Statuten nichts Gegenteiliges anordnen.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme, sofern das Gesetz und die vorliegenden Statuten nichts anderes vorsehen. Jeder Aktionär kann an den Versammlungen der Aktionäre auch indirekt teilnehmen in dem er schriftlich durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telekopie eine andere Person als seinen Bevollmächtigten angibt.

Sofern das Gesetz nichts Gegenteiliges anordnet, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlungen der Aktionäre durch die einfache Mehrheit der anwesenden und mitstimmenden Aktionäre gefasst.

Der Verwaltungsrat kann jede andere Bedingung festlegen welche die Aktionäre erfüllen müssen um zur Generalversammlung zugelassen zu werden.

Wenn sämtliche Aktionäre an einer Generalversammlung der Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sofern sie erklären, den Inhalt der Tagesordnung der Generalversammlung im Voraus zu kennen, kann die Generalversammlung ohne Einberufung oder Veröffentlichung stattfinden.

Art. 7. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, welche nicht Aktionär zu sein brauchen.

Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär kann der Verwaltungsrat, in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 25. August 2006, aus nur einem Mitglied bestehen, welcher nicht Aktionär zu sein braucht.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären während der jährlichen Generalversammlung für eine Amtszeit, die sechs Jahre nicht überschreiten darf, gewählt; die Wiederwahl ist zulässig. Sie können beliebig abberufen werden.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates einen vorläufigen Nachfolger bestellen. Die nächstfolgende Hauptversammlung nimmt die endgültige Wahl vor.

Art. 8. Der Verwaltungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen Vizepräsidenten wählen.

Der Verwaltungsrat kann auch einen Sekretär wählen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht, und der für die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrats und der Versammlungen der Aktionäre verantwortlich sein wird.

Die Sitzungen des Verwaltungsrats werden von dem Vorsitzenden oder auf Antrag von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, an dem Ort und zu der Zeit, die in der Einberufung festgesetzt werden, einberufen.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann sich an jeder Sitzung des Verwaltungsrats vertreten lassen, indem er einem anderen Mitglied schriftlich, fernschriftlich, durch Telekopie oder telegraphisch Vollmacht erteilt.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst.

Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Verwaltungsratsitzung gefasster Beschluss.

Art. 9. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen vorzunehmen, welche zur Verwirklichung des Gesellschaftszwecks notwendig sind oder diesen fördern. Alles, was nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtigen Satzungen der Hauptversammlung vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse hinsichtlich der täglichen Geschäftsführung sowie die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft nach vorheriger Ermächtigung der Generalversammlung an ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, an einen Rat (dessen Mitglieder nicht Verwaltungsratsmitglieder zu sein brauchen) oder an eine Einzelperson, welche nicht Verwaltungsratsmitglied zu sein braucht, übertragen; dessen Befugnisse werden vom Verwaltungsrat festgesetzt.

Der Verwaltungsrat kann auch Spezialvollmachten an irgendwelche Personen, die nicht Mitglied des Verwaltungsrates zu sein brauchen, geben. Er kann Spezialbevollmächtigte sowie Angestellte ernennen und widerrufen, sowie ihre Vergütungen festsetzen.

Art. 10. Die Gesellschaft wird nach außen entweder durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder durch die Einzelunterschrift eines im Rahmen der ihm erteilten Vollmachten handelnden Delegierten des Verwaltungsrats, verpflichtet. Sollte unter Anwendung und gemäß Artikel 51 des Gesetzes vom 25. August 2006 der Verwaltungsrat aus nur einem Mitglied bestehen, so wird die Gesellschaft nach außen durch die alleinige Unterschrift des Verwaltungsratsmitgliedes verpflichtet.

Art. 11. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Kommissare überwacht, welche nicht Aktionär zu sein brauchen.

Die Generalversammlung ernennt den oder die Kommissare und setzt ihre Anzahl, die Amtszeit, die sechs Jahre nicht überschreiten darf, sowie die Vergütungen fest.

Art. 12. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 13. Vom Nettogewinn sind fünf Prozent (5%) für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden. Diese Verpflichtung ist wieder aufgehoben, wenn und solange die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des im Artikel 3 festgesetzten gezeichneten Aktienkapitals, so wie es gegebenenfalls angehoben oder herabgesetzt wurde, erreicht hat.

Die Generalversammlung wird, auf Empfehlung des Verwaltungsrats, über die Verwendung des Nettogewinns beschließen.

Im Falle von Aktien, die nicht voll eingezahlt sind, werden die Dividenden pro rata der Einzahlung anbezahlt.

Unter Beachtung der diesbezüglichen gesetzlichen Vorschriften können Vorschussdividenden ausgezahlt werden.

Art. 14. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt (die natürliche oder juristische Personen sein können), die durch die Generalversammlung, die die Auflösung beschlossen hat, unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütung ernannt werden.

Art. 15. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie dessen Änderungen.

Übergangsbestimmungen

1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2013.

2) Die erste Generalversammlung findet im Jahr 2014 statt.

Kapitalzeichnung und Einzahlung

Die gesamten dreihundertzehn (310) Aktien wurden von dem vorbenannten Komparent, STRAHLHORN INVEST S.A., vollständig in bar eingezahlt so dass der Gesellschaft der Betrag von einunddreißig tausend Euro (31.000,00 EUR) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wird.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie dessen Änderungsgesetze über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die unter irgendeiner Form der Gesellschaft zu Lasten fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, werden auf eintausenddreihundert Euro (EUR 1.300,-) abgeschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann traten die Erschienenen, die das gesamte Aktienkapital vertreten, zu einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre zusammen, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen.

Nachdem sie die ordnungsgemäße Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt haben, wurden einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrats wird auf eins (1), die der Kommissare auf eins (1) festgesetzt.

2. Zum Mitglied des Verwaltungsrats wird ernannt:

STRAHLHORN INVEST S.A., mit Sitz 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, eingetragen im Handelregister Luxemburgs unter der Nummer B 110.010

3. Zum Kommissar wird ernannt:

D.E. Révision, mit Sitz 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, eingetragen im Handelregister Luxemburgs unter der Nummer B 165.728

4. Die Mandate des Verwaltungsratsmitgliedes und des Kommissars werden auf sechs Jahre festgesetzt und enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung vom Jahre 2018.

5. Der Sitz der Gesellschaft ist in 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen in Luxembourg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Der amtierende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der oben genannten erschienenen Parteien, die gegenwärtige Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Version. Auf Wunsch des Erschienenen und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber die vorliegende notarielle Urkunde wurde in Luxembourg, an dem Tag, an dem Anfang dieses Dokuments genannt.

Das Dokument wurde in der Sprache der auftretenden Person, die dem Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist vorgelesen, und besagte Person hat zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: G. EL RHILANI et M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 décembre 2012. LAC/2012/60535. Reçu soixante-quinze euros (75,- €)

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2012.

Référence de publication: 2012167225/294.

(120220926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2012.

Lavorel Medicare, Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 170.991.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale des actionnaires du 30 novembre 2012

Il résulte des résolutions de l'Assemblée générale des actionnaires de la Société prises en date du 30 novembre 2012 que:

- La société LAVOREL DEVELOPPEMENT S.A. ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B164067, a été nommée Administrateur de catégorie A de la Société avec effet immédiat jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2013000357/15.

(120226274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Leesha Financial Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2157 Luxembourg, 8, rue Mil Neuf Cents.

R.C.S. Luxembourg B 165.659.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013000358/10.

(120226412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Lendit Luxembourg S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 66.356.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013000359/10.

(120226440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Lenerz Putz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6562 Echternach, 117, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 119.048.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013000360/9.

(120226644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Linden S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5366 Munsbach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 72.506.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013000363/9.

(120226136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Logan Estates, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 121.802.

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 14 décembre 2012 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet immédiat;

- Monsieur Matthijs Bogers et Monsieur Stéphane Hépineuze démissionnent de leur poste de gérant de la société avec effet au 31 décembre 2012;

- Madame Valérie Emond, née le 30 août 1973 à Saint-Mard (Belgique) et ayant son adresse professionnelle 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg est nommé en remplacement du gérant démissionnaire avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Référence de publication: 2013000365/17.

(120226485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Logitrans Europ S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 88.638.

—
Extrait de la décision unique du liquidateur prise en date du 28 décembre 2012

Je soussigné, HRT FIDALUX S.A. (anciennement FIDALUX S.A.), en tant que liquidateur de la Société, décide de transférer le siège social de la Société du 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat.

Référence de publication: 2013000366/11.

(120226011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Louma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 142.855.

—
Par résolutions prises en date du 14 décembre 2012, l'actionnaire unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Géraldine Schmit, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat d'administrateur avec effet immédiat.

- Acceptation de la démission de READ S.à r.l., avec avec siège social au 31A, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, de son mandat de commissaire aux comptes, avec effet immédiat.

- Nomination de Emmanuel Mougeolle, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat d'administrateur avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2017 et qui se tiendra en 2018.

- Nomination de Alter Domus Luxembourg S.à r.l., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat commissaire aux comptes, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2017 et qui se tiendra en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2012.

Référence de publication: 2013000367/21.

(120226144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

LPL Expert-Comptable S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 20, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 149.142.

—
Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013000368/9.

(120226357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

SPL S.A., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Strassen, 281, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 173.593.

—
STATUTES

In the year two thousand twelve, on the fifth day of December.

Before us Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg.

There appeared the following:

1. Mr Dominique LYONNET, Technical Director, born in Epinal (F) on 28 March 1974, residing in 17, Om Bongaert, L-5682 Dalheim,

2. Mr Vincent LYONNET, Commercial, born in Remiremont (F) on 5 May 1979, residing in L-2714 Luxembourg, 6, rue du Fort Wallis,

both here represented by Mrs Emilie BORDANEIL, private employee, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of one proxy dated 28 November 2012, which will remain annexed to the present deed.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a société anonyme which they form:

Title I. - Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is established hereby a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular, the amended law dated 10 August 1915 on commercial companies and notably by the law dated 25 August 2006 and by the present articles.

The Company exists under the name of "SPL S.A."

Art. 2. The registered office of the Company is established in Strassen.

The registered office may be transferred to any other place in the municipality by a decision of the Board of Directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the Company may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and intellectual property rights of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and intellectual property rights, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such assets, grant to companies in which the Company has a participating interest, any support, loans, advances or guarantees.

The may also perform all services, management consulting and advisory to Luxembourg or foreign companies.

In general, the Company may carry out any operations of a patrimonial nature, any transactions in respect of real estate or moveable property, any commercial, industrial or financial operations, and any transactions and operations to promote and facilitate directly or indirectly the realisation of the object or its extension.

Title II. - Capital, Shares

Art. 5. The corporate capital is set at NINETY THOUSAND EURO (90,000.- EUR) represented by NINE HUNDRED (900) shares with a par value of ONE HUNDRED EURO (100.- EUR) each.

Shares may be evidenced at the owners option, in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

Shares may be issued in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

Title III. - Management

Art. 6. In case of plurality of shareholders, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of at least three members, Director(s) A and Director(s) B who need not be shareholders.

In the case where the Company is incorporated by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the Company has only one shareholder left, the composition of the Board of Directors may be limited to one member (the "Sole Director") until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder. A legal entity may be a member of the Board of Directors or may be the Sole Director of the Company. In such a case, its permanent representative shall be appointed or confirmed in compliance with the Law.

The Directors or the Sole Director are appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a Director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders which will be asked to ratify such election.

Art. 7. The Board of Directors will elect from among its members a chairman.

The Board of Directors convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the Company so requires. It must be convened each time two Directors so request.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by conference call or by other similar means of communication enabling all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The minutes of any such meeting shall however be approved and signed by all the directors present at such a meeting.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 8. The Board of Directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors. The Board of Directors may pay interim dividends, in compliance with the legal requirements.

Any Director having an interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, shall advise the board thereof and cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in these deliberations. At the next following general meeting, before any other resolution is put to vote, a special report shall be made on any transactions in which any of the Directors may have had an interest conflicting with that of the Company.

If there is only one shareholder, the minutes shall only mention the operations intervened between the Company and its Sole Director having an interest conflicting with the one of the Company.

Art. 9. Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be, in case of a Sole Director, bound by the sole signature of the Sole Director or, in case of plurality of Directors, by joint signatures of any one Director A and of any one Director B, or by the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by the Board of Directors or the Sole Director of the Company, but only within the limits of such power.

Towards third parties, in all circumstances, the Company shall also be, in case a managing Director has been appointed in order to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs, bound by the sole signature of the managing Director, but only within the limits of such power.

Art. 10. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Company to one or more Directors, who will be called managing Directors.

However, the first managing Director may be appointed by the general meeting of shareholders.

It may also commit the management of all the affairs of the Company or of a special branch to one or more Directors, and give special powers for determined matters to one or more proxyholders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 11. Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the Board of Directors, represented by its chairman or by the Director delegated for its purpose.

Art. 12. The Company may have a sole shareholder at the time of its incorporation or when all of its shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the sole shareholder does not result in the dissolution of the Company.

If there is only one shareholder, the sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and takes the decisions in writing.

In case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Any general meeting shall be convened in compliance with the Law.

The general meeting shall be convened by means of the shareholders representing ten per cent (10 %) of the corporate capital.

In case that all the shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

The shareholders are entitled to participate in the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

Unless otherwise provided by Law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary general meeting of shareholders shall be taken by simple majority of the votes, regardless of the proportion of the capital represented.

When the Company has a sole shareholder, his decisions are written resolutions.

An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by a two-third majority of the shareholders present or represented.

However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Title IV. - Supervision

Art. 13. The Company is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

Art. 14. The annual meeting of the shareholders will be held in the commune of the registered office at the place specified in the convening notices on the third Thursday of the month of April at 10 a.m.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Title VI. - Accounting year, Allocation of profits

Art. 15. The accounting year of the Company shall begin on the 1st of January and shall terminate on the 31st of December of each year.

Art. 16. After deduction of any and all of the expenses of the Company and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the Company. Of the net profits, five percent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Title VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 17. The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations.

Title VIII. - General provisions

Art. 18. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th 1915 on commercial companies and the amendments hereto.

Transitory provisions

1) The first business year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on the 31st of December 2013.

2) The first annual general meeting shall be held on 2014.

Subscription and Payment

The articles of association having thus been established, the appearing parties, represented as stated hereabove, declare to subscribe the shares as follow:

1) Mr Dominique LYONNET, prenamed, four hundred fifty (450) shares

2) Mr Vincent LYONNET, prenamed, four hundred fifty (450) shares

Total: nine hundred (900) shares.

And that the subscribed capital has been fully paid up in cash. The result is that as of now the Company has at its disposal the sum of NINETY THOUSAND EUROS (90,000.- EUR) as was certified to the notary executing this deed.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th 1915 on commercial companies have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately one thousand three hundred euros (1,300 EUR).

Extraordinary general meeting

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1.- The number of Directors is fixed at three and the number of auditors at one.
- 2.- The following are appointed Directors:

Director A

- Mr François LYONNET, Companies Manager, born in Le Val D'Ajol (F) on 21 December 1950, residing professionally in Aillevilliers (F), Chairman of Board of Director.

Directors B

Mr Dominique LYONNET, Technical Director, born in Epinal (F) on 28 March 1974, residing in 17, Om Bongaert, L-5682 Dalheim

Mr Vincent LYONNET, Commercial, born in Remiremont (F) on 5 May 1979, residing in L-2714 Luxembourg, 6, rue du Fort Wallis.

- 3.- Has been appointed statutory auditor:

FAcTS Services, a Société Anonyme, with registered office at 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (RCS Luxembourg B 98.790).

- 4.- Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2018.

- 5.- The registered office of the Company is established in 281, route d'Arlon, L-8011 Strassen.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le cinq décembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Monsieur Dominique LYONNET, Directeur technique, né à Epinal (F) le 28 mars 1974, demeurant à 17, Om Bongaert, L-5682 Dalheim,

2. Monsieur Vincent LYONNET, Commercial, né à Remiremont (F) le 5 mai 1979, demeurant à L-2714 Luxembourg, 6, rue du Fort Wallis,

tous deux ici représentés par Madame Emilie BORDANEIL, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration datée du 28 novembre 2012 qui restera annexée aux présentes pour être formalisée avec les présentes.

Lesquels comparants, ès-qualités qu'ils agissent ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et par la loi du 25 août 2006 et par les présents statuts.

La Société existe sous la dénomination de «SPL S.A.».

Art. 2. Le siège de la Société est établi à Strassen.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du Conseil d'Administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège

social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et de tous droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société pourra aussi accomplir toutes prestations de services, de consultance et de conseils en gestion à des sociétés luxembourgeoises ou étrangères.

En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à QUATRE VINGT DIX MILLE EUROS (90.000.-EUR) représenté par NEUF CENTS (900) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune.

Les actions de la Société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III. Administration

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, Administrateur A et Administrateur B, actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, le Conseil d'Administration peut être réduit à un Administrateur (L'Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, son représentant permanent sera nommé ou confirmé en conformité avec la Loi.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un Administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les Administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 7. Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un président.

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux Administrateurs le demandent.

Tout administrateur peut participer à toute réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le procès-verbal d'une telle réunion devra toutefois être approuvé et signé par tous les administrateurs présents à une telle réunion.

Le conseil d'administration peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit. L'ensemble constituera le procès-verbal faisant foi de la décision intervenue.

Art. 8. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Tout Administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, il est spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des Administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'un Actionnaire Unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Art. 9. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, par la signature conjointe d'un Administrateur A et d'un Administrateur B ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur-délégué nommé pour la gestion et les opérations courantes de la Société et pour la représentation de la Société dans la gestion et les opérations courantes, par la seule signature de l'Administrateur-délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs Administrateurs qui prendront la dénomination d'Administrateurs-délégués.

Toutefois, le premier Administrateur-délégué peut être nommé par l'assemblée générale.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le Conseil d'Administration, poursuites et diligences de son président ou d'un Administrateur-délégué à ces fins.

Art. 12. La Société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la Société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'Actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la Société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre IV. Surveillance

Art. 13. La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Titre V. Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le troisième jeudi du mois d'avril à 10 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 17. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 18. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2014.

Souscription et Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les comparants, représentés comme mentionné ci-avant, déclarent souscrire les actions comme suit:

- Monsieur Dominique LYONNET, prénommé, quatre cent cinquante (450) actions
- Monsieur Vincent LYONNET, prénommé, quatre cent cinquante (450) actions.

Total: neuf cents (900) actions.

Toutes les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (90.000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ mille trois cents euros (1.300 EUR).

Assemblée générale extraordinaire

La comparante préqualifiée, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquée, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des Administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
2. Sont nommés Administrateurs:

Administrateur A

- Monsieur François LYONNET, Administrateur d'Entreprises, né au Val d'Ajol le 21 décembre 1950, demeurant professionnellement à Aillevilliers, Président du Conseil d'Administration.

Administrateurs B

- Monsieur Dominique LYONNET, Directeur technique, né à Epinal (F) le 28 mars 1974, demeurant à 17, Om Bongaert, L-5682 Dalheim.

- Monsieur Vincent LYONNET, Commercial, né à Remiremont (F) le 5 mai 1979, demeurant à L-2714 Luxembourg, 6, rue du Fort Wallis.

3. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société anonyme Facts Services, ayant son siège social au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (RCS Luxembourg B 98.790).

4. Le mandat des Administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'année 2018.

5. Le siège social de la Société est fixé à 281, route d'Arlon, L-8011 Strassen.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénoms usuels, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: E. BORDANEIL, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 décembre 2012. Relation: LAC/2012/58694. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Référence de publication: 2012167264/409.

(120220369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2012.

Lucas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8387 Steinfort, Al Schmelz.

R.C.S. Luxembourg B 32.519.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013000369/10.

(120226391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Lux Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 87.808.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Référence de publication: 2013000372/10.

(120226372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Lux Chapiteaux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8821 Koetschette, 10, Zone Industrielle Riesenhaff.

R.C.S. Luxembourg B 159.456.

Date de clôture des comptes annuels 31/12/2011 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DERENBACH, le 28/12/2012.

FRL SA

Signature

Référence de publication: 2013000371/13.

(120226290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Lux Trustees S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 161.444.

Le bilan approuvé au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2012.

Référence de publication: 2013000373/10.

(120226204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Lux-Civil Engineering Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 147, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 33.046.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013000374/11.

(120226551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Lux-International Transport GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 21.539.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013000375/10.

(120226407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Step's S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4499 Limpach, 5, rue Centrale.

R.C.S. Luxembourg B 173.598.

STATUTS

L'an deux mille douze,

le dix-sept décembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Monsieur Stephan PFEIFFER, gérant de société, né à Luxembourg, le 14 septembre 1967, demeurant au 5, rue Centrale, L-4499 Limpach.

Lequel comparant, ici personnellement présent, a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il constitue par la présente.

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente entre le comparant et tous ceux qui par la suite pourraient devenir propriétaire de parts sociales une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

La Société pourra encore se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques; elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de «STEP'S S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Limpach (commune de Reckange-sur-Mess), Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

La société peut ouvrir des agences ou succursales dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de CENT CINQUANTE MILLE EUROS (150.000.- EUR) représenté par cent cinquante (150) parts sociales d'une valeur nominale de MILLE EUROS (1.000.- EUR) chacune.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément.

Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sociales sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les 30 (trente) jours à partir de la date de refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts sociales est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés, voire de l'associé unique, ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Vis-à-vis des tiers la société n'est engagée en toutes circonstances que par la signature individuelle du gérant unique ou lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature conjointe de deux gérants, sauf dispositions contraires fixées par l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix de la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social. Néanmoins le changement de nationalité de la société requiert l'unanimité des voix des associés.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par celui-ci.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui-même pour se terminer le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les cent cinquante (150) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique, Monsieur Stephan PFEIFFER, prénommé, et libérées entièrement à leur valeur nominale par le souscripteur prêté moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de CENT CINQUANTE MILLE EUROS (150'000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution sont évalués à environ mille deux cents euros.

Résolutions de l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1.- Le siège social est établi au 5, rue Centrale, L-4499 Limpach, Grand-Duché de Luxembourg.

2.- Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Stephan PFEIFFER, gérant de société, né à Luxembourg, le 14 septembre 1967, demeurant au 5, rue Centrale, L-4499 Limpach.

Vis-à-vis des tiers la société se trouve valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant unique.

3.- Le gérant unique préqualifié pourra nommer un ou plusieurs agents, fixer leurs pouvoirs et attributions et les révoquer.

Dont acte, fait et passé à Helmsange, Grand-Duché de Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée par le notaire instrumentant, le comparant prémentionné a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. PFEIFFER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 décembre 2012. Relation: EAC/2012/16980. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2012167268/107.

(120220446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2012.

Lux-Transport, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 4, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 19.008.

Der Jahresabschluss auf den 31.12.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt. Eine verkürzte Bilanz und ein verkürzter Anhang sind zur Veröffentlichung bestimmt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Im Auftrag Breuer & Trinh Tax Consulting UG (haftungsbeschränkt) & Co. S.C.S.

Fiduciaire

Référence de publication: 2013000378/12.

(120226364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Lux-Minerals S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.
R.C.S. Luxembourg B 91.790.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

L'assemblée générale extraordinaire du 4 décembre 2012 de la société anonyme LUX-MINERALS S.A. avec siège sociale à L-9991 WEISWAMPACH, 2, Am Hock et inscrite au registre de commerce sous le numéro B 91.790 a pris les décisions suivantes:

- L'assemblée prononce la clôture de la liquidation volontaire de la société anonyme LUX-MINERALS S.A., qui cessera d'exister avec effet immédiat.

- L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans chez:

Fiduciaire Eisleck S.à r.l.

1, Hauptstrooss

L-9753 HEINERSCHIED

- L'assemblée générale décide de procéder à la radiation de la Société du registre de commerce.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Weiswampach, le 4 décembre 2012.

Signature

Un mandataire de la société

Référence de publication: 2013000376/24.

(120226316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Lux-Minerals S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.
R.C.S. Luxembourg B 91.790.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013000377/10.

(120226363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Luxlite S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4108 Esch-sur-Alzette, 132A, route d'Ehlerange.
R.C.S. Luxembourg B 35.694.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013000380/10.

(120226606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Luxoptic sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 23, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 83.943.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28/12/2012.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013000381/12.

(120226036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Luxsyspur S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9912 Troisvierges, 1B, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 131.987.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

L'assemblée générale extraordinaire du 20 décembre 2012 de la société à responsabilité limitée Luxsyspur S.à r.l. avec son siège social à L – 9912 Troisvierges, 1B rue du Cimetière, inscrite au registre de commerce sous le numéro B 131 987, a pris les décisions suivantes:

- L'assemblée générale extraordinaire prononce la clôture de la liquidation volontaire de la société à responsabilité limitée Luxsyspur S.à r.l., qui cessera d'exister avec effet immédiat;

- L'assemblée générale décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans à l'adresse suivante:

- * Fiduciare Gerd Heinzus S.à r.l.

- Hauptstrooss 1

- L-9753 Heinerscheid

- L'assemblée générale extraordinaire décide de procéder à la radiation de la société à responsabilité limitée Luxsyspur S.à r.l. du registre de commerce.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Heinerscheid, le 20 décembre 2012.

Bernard Lambertz

Liquidateur

Référence de publication: 2013000382/25.

(120226339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Swilux, Société Anonyme.

Siège social: L-2211 Luxembourg, 1, rue de Namur.

R.C.S. Luxembourg B 32.570.

L'an deux mil douze, le dix décembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SWILUX (ci-après «la Société»), ayant son siège social à L-2211 Luxembourg, 1, rue de Namur, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 32.570, constituée suivant acte notarié en date du 7 décembre 1989, publié au Mémorial, Recueil Spécial C du 30 mai 1990, numéro 177, et dont les statuts ont été modifiés plusieurs fois et en dernier lieu suivant acte du notaire soussigné du 13 février 2009, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 675 du 27 mars 2009.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Benoit TASSIGNY, juriste, demeurant à B-Nothomb.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant à F-Russange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Marie-Claire CASTELLUCCI, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de 235.947.040.- EUR, pour le porter de son montant actuel de 189.563.800.- EUR représenté par 1.647.738 actions sans désignation de valeur nominale, au montant de 425.510.840.- EUR par l'émission de 2.051.000 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale.

2. Souscription de cette augmentation de capital et paiement en espèces par les actionnaires actuels au prorata de leurs participations actuelles dans le capital ensemble avec une prime d'émission de 148.964.130.- EUR.

3. Décision relative à ce compte prime d'émission pour le créer comme compte indisponible du passif qui constituant la garantie des tiers à l'égal du capital et ne pouvant être réduit ou supprimé que par une décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour la réduction du capital.

4. Modification subséquente de l'article 5 alinéa 1^{er} des statuts.

5. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de la société à concurrence d'un montant de DEUX CENT TRENTE CINQ MILLIONS NEUF CENT QUARANTE SEPT MILLE QUARANTE EUROS (235.947.040.- EUR), pour le porter de son montant actuel de CENT QUATRE VINGT NEUF MILLIONS CINQ CENT SOIXANTE TROIS MILLE HUIT CENTS EUROS (189.563.800.- EUR) au montant de QUATRE CENT VINGT CINQ MILLIONS CINQ CENT DIX MILLE HUIT CENT QUARANTE EUROS (425.510.840.- EUR), par l'émission de deux millions cinquante et un mille (2.051.000) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Souscription - Libération

L'augmentation de capital a été intégralement souscrite et libérée en espèces par les actionnaires actuels de la société au prorata de leurs participations dans le capital comme suit:

- Fibelpar S.A., une société de droit belge, ayant son siège social à B-6280 Gerpinnes, rue de la Blanche Borne, 12, inscrite au Registre des Personnes Morales de Charleroi sous le numéro BE 0414.752.204, ici représentée par Madame Marie-Claire CASTELLUCCI prénommée, en vertu d'une procuration datée du 4 décembre 2012, qui déclare souscrire à deux millions cinquante mille neuf cent quatre vingt dix neuf (2.050.999) actions nouvelles, et les libérer en espèces à concurrence d'un montant total de TROIS CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLIONS NEUF CENT DIX MILLE NEUF CENT SOIXANTE DIX EUROS (384.910.970.- EUR), le montant de deux cent trente cinq millions neuf cent quarante six mille neuf cent vingt cinq euros (235.946.925.-EUR) étant versé dans le compte capital de la société et le surplus à savoir cent quarante huit millions neuf cent soixante quatre mille quarante cinq euros (148.964.045.- EUR) dans le compte prime d'émission, étant précisé qu'il est décidé que ce compte prime d'émission est un compte indisponible du passif qui constituera la garantie des tiers à l'égard du capital et ne pourra être réduit ou supprimé que par une décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour la réduction du capital;

- Kermadec S.A., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2211 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 32.984, ici représentée par Madame Marie-Claire CASTELLUCCI prénommée, en vertu d'une procuration datée du 3 décembre

2012, déclare souscrire à une (1) action nouvelle, et la libérer en espèces à concurrence d'un montant total de DEUX CENTS EUROS (200.-EUR), le montant de cent quinze euros (115.-EUR) étant versé dans le compte capital de la société et le surplus à savoir quatre vingt cinq euros (85.- EUR) dans le compte prime d'émission, étant précisé qu'il est décidé que ce compte prime d'émission est un compte indisponible du passif qui constituera la garantie des tiers à l'égard du capital et ne pourra être réduit ou supprimé que par une décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour la réduction du capital,

de sorte que le montant de TROIS CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLIONS NEUF CENT ONZE MILLE CENT SOIXANTE-DIX EUROS (384.911.170.- EUR) est à la disposition de la société; preuve de ces paiements a été donnée au notaire instrumentant au moyen d'un certificat de blocage émis par une Banque.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. 1^{er} alinéa.** Le capital social est fixé à QUATRE CENT VINGT CINQ MILLIONS CINQ CENT DIX MILLE HUIT CENT QUARANTE EUROS (425.510.840.- EUR) représenté par TROIS MILLIONS SIX CENT QUATRE VINGT HUIT MILLE SEPT CENT TRENTE HUIT (3.698.738) actions sans désignation de valeur nominale."

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes à environ SIX MILLE CINQ CENTS EUROS (6.500.- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire par leur nom, prénoms, état et demeure, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. TASSIGNY, M. NEZAR, M.-C. CASTELLUCCI, G. LECUIT

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 décembre 2012. Relation: LAC/2012/59364. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2012.

Référence de publication: 2012167275/96.

(120221028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2012.

Luxsyspur S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9912 Troisvierges, 1B, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 131.987.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013000383/10.

(120226465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

M.G.R Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 44.942.

La fiduciaire Kartheiser Management S.à r.l., ayant son siège au 45-47 Route d'Arlon L-1140 Luxembourg, a démissionné de ses fonctions de commissaire aux comptes de la société anonyme de droit luxembourgeois MGR CONSULTING S.A. inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 44 942 avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2012.

Fiduciaire Kartheiser Management S.à r.l.

Référence de publication: 2013000384/13.

(120226263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

M.Kessler S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6484 Echternach, 36, rue de la Sûre.

R.C.S. Luxembourg B 137.701.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2010 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 29.12.2012.

Référence de publication: 2013000385/10.

(120226353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

M.Kessler S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6484 Echternach, 36, rue de la Sûre.

R.C.S. Luxembourg B 137.701.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 29.12.2012.

Référence de publication: 2013000386/10.

(120226355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Symphonia Lux Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 65.036.

Référence RCS L120217123 du 17.12.2012

In the year two thousand twelve, on the fifteenth of November,

Before Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg,
is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of "SYMPHONIA LUX SICAV", a société d'investissement à capital variable having its registered office in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich, recorded in the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 65.036, incorporated under the denomination IBI FUND pursuant to a notarial deed on 6 July 1998, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 577 of 8 August 1998 (the "Company").

The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary dated 30th September 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2582 of 22nd October 2008.

The meeting is chaired by Ms Gwendoline Boone, private employee, residing professionally in Luxembourg, who appointed as secretary Ms Sylvie Dobson, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Ms Agathe Kahn, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the present general meeting was convening by notices published in the:

a) Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations:

- number 2537 of 12 October 2012 and

- number 2655 of 29 October 2012;

b) Lëtzebuurger Journal:

- on 12 October 2012 and

- on 29 October 2012;

c) Luxemburger Wort:

- on 12 October and

- on 29 October 2012;

d) lsole24Ore on 12 October 2012;

e) Swiss Fund Data on 12 October 2012.

II. That the general meeting has been convened by registered mail sent on the 20th October 2012.

III. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Amendments to the articles of SYMPHONIA LUX SICAV which are referred to hereafter, subject to any modifications as may be required by the Luxembourg supervisory authority:

(i) References to the law 20 December 2002 are replaced by references to the law 17 December 2010 (the "Law 2010").

(ii) Article five: replacement of the term "classes of shares" with "categories of shares" when referring to shares entitling to dividends and shares not entitling to dividends; replacement of the term "dividend shares" with "distribution shares"; replacement of the term "capitalization shares" with "accumulation shares"; amendment of the provisions regarding liquidations and mergers of Sub-Funds in order to implement the rules of the Law 2010 with regard to liquidation of Sub-Funds and its classes, mergers of the Corporation or of its Sub-Funds with another UCITS or Sub-Funds thereof, mergers of one or more Sub-Funds or cross-border mergers.

(iii) Article six: the Company may issue shares in registered form only; issue or delivery of share certificates shall be no more envisaged.

(iv) Article seven: the article, related to bearer shares, has been deleted.

(v) Article eight: article have been re-numbered; references to bearer shares have been deleted; purchase notice shall no longer be served by prepaid registered envelope but by mail; references to issuance of share certificate have been deleted; several other merely formal amendments have been brought to the article.

(vi) Articles nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen and fifteen: the articles have been re-numbered.

(vii) Article sixteen: the article have been re-numbered; references to the Directive 85/611/EEC have been replaced by references to the Directive 2009/65/EC; the article has been amended in order to implement the provisions of the

Law 2010 related to the faculty for a Sub-Fund to subscribe, acquire and/or hold securities to be issued or issued by one or more other Sub-Funds of the Corporation; the article has been amended in order to implement the provisions of the Law 2010 related to the specific rules to be applied for sub-funds established as a master/feeder structure.

(viii) Articles seventeen, eighteen, nineteen and twenty: the articles have been re-numbered.

(ix) Article twenty-one: the article has been re-numbered; the issuance or delivery of share certificates has been deleted.

(x) Article twenty-two: the article has been re-numbered.

(xi) Article twenty-three: the article has been re-numbered; management company fees has been included in the list of expenses payable by the Company; the cost of printing of share certificates has been deleted from the list of expenses payable by the Company; replacement of the term "dividend shares" with "distribution shares" and of the term "capitalization shares" with "accumulation" shares; references to Category of shares have been included; several other merely formal amendments.

(xii) Articles twenty-four and twenty-five: the articles have been re-numbered.

(xiii) Articles twenty-six: the article has been re-numbered; references to a prior vote of the shareholders of the relevant Class or Sub-funds before any resolution of a general meeting of shareholders deciding whether or not dividends are to be distributed, have been deleted; replacement of the term "dividend shares" with "distribution shares" and of the term "capitalization shares" with "accumulation" shares.

(xiv) Articles twenty-seven, twenty-eight and twenty-nine: the articles have been re-numbered.

2. Complete redraft of the articles of association with effect as of 15.11.2012 in order to reflect the changes as decided by the Extraordinary Shareholder Meeting.

IV. - That the present of represented shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the present shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

V.- That it results from the attendance list that out of 26,357,324.003 shares, 400,004.221 shares are present or represented at the present general meeting.

VI. - That a first extraordinary general meeting with the same agenda had been held on 28 September 2012 where the quorum conditions in order to vote the items on the agenda were not fulfilled.

The second extraordinary general meeting can, in accordance with the provisions of article 67-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, validly deliberate whatever proportion of the share capital is present or represented.

VII.- As a consequence, the present extraordinary general meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda regardless of the number of shares represented at the meeting.

Then the general meeting, after deliberation, takes the following resolutions:

First resolution:

The general meeting resolves to amend the articles of incorporation of the Company in accordance with point 1.

This resolution is adopted by 400,000 vote(s) in favour, 0 vote(s) against and 0 abstention(s).

Second resolution:

The general meeting resolves to fully restate the articles of incorporation of the Company so as to give them henceforth the following wording:

" **Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares hereafter issued, a corporation in the form of a ""société anonyme"" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of ""SYMPHONIA LUX SICAV"" (the "Corporation").

Art. 2. The Corporation is established for an unlimited period. The Corporation may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

The board of directors is entitled to launch a Sub-Fund as defined in article 181 of the law dated 17th December, 2010 and to determine the period for which the Sub-Funds of the Corporation are established.

Art. 3. The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolios.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Luxembourg law of 17th December, 2010 regarding collective investment undertakings (the "law").

Art. 4. The registered office of the Corporation is established in Hesperange, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

The registered office of the Corporation may be transferred within the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the board of directors of the Corporation.

In the event that the board of directors determines that extraordinary social, political or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The capital of the Corporation shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Corporation as defined in Article twenty-two hereof.

The board of directors is entitled to launch a Sub-Fund as defined in article 181 of the law dated 17th December, 2010 and to determine the period for which the Sub-Funds of the Corporation are established.

Further, the shares of each Sub-Fund may, as the board of directors shall so determine, be issued in one of the following categories of shares (each a "Category"): (a) shares entitling to dividends ("distribution shares"), and (b) shares not entitling to dividends ("accumulation shares"). Each such Category of shares can be constituted by different "Classes" of shares (each a "Class").

The board of directors may create at any moment additional Sub-Funds and/or Classes, provided that the rights and duties of the shareholders of the existing Sub-Funds and/or Classes will not be modified by such creation.

The initial capital of the Corporation has been equivalent in EUR to 35,000.- USD represented by 35 shares of the SYMPHONIA LUX SICAV -Combined Global Trends (formerly "BIM FUND - BIM Combined Plus").

The minimum capital of the Corporation shall be the equivalent to the minimum required by law.

The board of directors is authorized to issue further fully paid shares at any time for cash (or, subject to the conditions of the law and more particularly a special audit report, contribution in kind of securities and other assets in compliance with the investment objectives and policy of the relevant Sub-Fund(s), all in accordance with Article twenty and twenty-one hereof) at a price based on the respective Net Asset Value per share determined in accordance with Article twenty-two hereof, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the additional shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such new shares.

For the purpose of determining the capital of the Corporation, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the Sub-Funds. The consolidated capital of the Corporation is expressed in EUR.

One or several Sub-Fund(s) may be liquidated by resolution of the board of directors if the Net Asset Value of the concerned Sub-Fund(s) is below such amount as determined by the board of directors from time to time to be the minimum level for such Sub-Fund(s) to be operated in an economically efficient manner or if a change in the social, political or economic situation in countries where investments for the relevant Sub-Fund(s) are made, or shares of the relevant Sub-Fund(s) are distributed would have material adverse consequences on the Corporation's investments. In such events, the assets of the Sub-Fund(s) will be realised, the liabilities discharged and the net proceeds of realisation distributed to shareholders in the proportion of their holding of shares in that Sub-Fund(s).

Notices of such decision will be sent to registered shareholders by mail to their address in the Register of Shareholders.

The shareholders of the Sub-Fund(s) to be liquidated may continue to ask for the redemption of their shares until the effective date of the liquidation. For redemption made under these circumstances, the Corporation will apply a Net Asset Value taking the liquidation fees into consideration and will not charge any other fees. The proceeds of liquidation not claimed by the shareholders entitled thereto as at the close of the operations of liquidation will be deposited with the Caisse de Consignations in Luxembourg, in accordance with the provisions of the law.

Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraphs, the general meeting of shareholders may, upon proposal from the board of directors, redeem all the shares of the relevant Sub-Fund(s) and refund to the shareholders of the relevant Sub-Fund(s) the full Net Asset Value of the shares of such Sub-Fund(s). There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the votes cast.

Furthermore, if the Net Asset Value of one or several Sub-Fund(s) is below such amount as determined by the board of directors from time to time to be the minimum level for such Sub-Fund(s) to be operated in an economically efficient manner or if a change in the social, political or economic situation in countries where investments for the relevant Sub-Fund(s) are made, or shares of the relevant Sub-Fund(s) are distributed would have material adverse consequences on the Corporation's investments, the board of directors may also decide to merge one or several Sub-Fund(s) of the Corporation or to merge one or several Sub-Fund(s) with one or several Sub-Fund(s) of another UCITS (whether established in Luxembourg or in another Member State of the European Union and whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund) in accordance with the provisions of the law.

In such events, notices of such decisions will be sent to registered shareholders by mail to their address in the Register of Shareholders, in accordance with the provisions of the law and of the CSSF Regulation n. 10-5, as may be amended from time to time.

The shareholders of the Sub-Fund(s) to be merged may continue to ask for the redemption of their shares, this redemption being made without cost to the shareholders during a minimum period of 30 days beginning on the date of notification of the decision of merger and ending 5 working days before the date for calculating the exchange ratio referred to in the law. At the end of that period, all the remaining shareholders will be bound by the decision of merger.

Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraphs, the general meeting of shareholders may, upon proposal from the board of directors, decide to merge one or several Sub-Fund(s) of the Corporation or to merge one or several Sub-Fund(s) with one or several Sub-Fund(s) of another UCITS (whether established in Luxembourg or in another Member State of the European Union and whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund) in accordance with the provisions of the law. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the votes cast.

In case of a merger where, as a result, the Corporation will cease to exist, the merger needs to be decided by a meeting of shareholders of the Sub-Fund(s) concerned, for which no quorum is required and decisions are taken by the simple majority of the votes cast.

Art. 6. For each Sub-Fund, the shares shall be in registered form only. The shareholder will receive a confirmation of his shareholding.

Shares may be allotted only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price by the Corporation, receive title to the shares purchased by him.

If it is decided to pay a dividend, it is paid to shareholders entitled thereto, in respect of registered shares, at their addresses in the Register of Shareholders.

All issued shares of the Corporation shall be registered in the Register of Shareholders which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefore by the Corporation and such Register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile, the number of shares held by him and the amount paid in on each such share. Every transfer of a registered share shall be entered in the Register of Shareholders.

Every registered shareholder must provide the Corporation with an address to which all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will also be entered in the Register of Shareholders. In the event that a registered shareholder does not provide such an address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation, or at such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until another address shall be provided to the Corporation by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time.

If payment made by any subscriber results in the entitlement to a fraction of a share, the subscriber shall not be entitled to vote in respect of such fraction, but shall, to the extent the Corporation shall determine as to the calculation of fractions, be entitled to dividends and other distributions on a pro rata basis.

The Corporation will recognize only one holder in respect of a share in the Corporation, save as otherwise agreed upon with the Corporation for any purpose. In the event of joint ownership or bare ownership and usufruct, the Corporation may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners or bareowners and usufructuaries vis-à-vis the Corporation.

Art. 7. The board of directors may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any person, firm or corporate body, if it appears to the Corporation that such ownership results in a breach of law in Luxembourg or abroad, may make the Corporation subject to tax in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Corporation.

More specifically, the Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any "U.S. person", as defined hereafter.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall mean any national, citizen or resident of the United States of America or of any of its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction or any person who is normally resident therein (including the estate of any such person or corporations or partnerships created or organised therein).

For such purposes the Corporation may:

a) Decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a person who is precluded from holding shares in the Corporation.

b) At any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary

for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Corporation.

c) Where it appears to the Corporation that any person, who is precluded from holding shares in the Corporation, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of shares, compulsorily purchase from any such shareholder all shares held by such shareholder or where it appears to the Corporation that one or more persons are the owners of a proportion of the shares in the Corporation which would make the Corporation subject to tax or other regulations of jurisdictions other than Luxembourg, compulsorily redeem all or a proportion of the shares held by such shareholders, as may be necessary, in the following manner:

1) the Corporation shall serve a notice (hereinafter called the "purchase notice") upon the shareholder appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the purchase price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same by mail addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Corporation.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, the said shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed as the holder of such shares from the Register of Shareholders;

2) the price at which the shares specified in any purchase notice shall be purchased (herein called "the purchase price") shall be an amount equal to the relevant Net Asset Value per share determined in accordance with Article twenty-two hereof, as at the date of the purchase notice;

3) payment of the purchase price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the Sub-Fund concerned, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) for payment to such owner.

Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such purchase notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank;

4) the exercise by the Corporation of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any purchase notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith.

d) Decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Corporation at any meeting of shareholders of the Corporation.

Art. 8. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 9. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Corporation, or at such other place as may be specified in the notice of meeting, on the fourth Tuesday of the month of January in each year at 11.30 a.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next bank business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 10. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission. A corporation may execute a form of proxy under the hand of a duly authorised officer.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

Resolutions with respect to any Class or Sub-Fund will also be passed, unless otherwise required by law or otherwise provided herein, by a simple majority of the shareholders of the relevant Class or Sub-Fund present or represented and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 11. Shareholders will meet upon call by the board of directors. Notices setting forth the agenda shall be sent by mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

To the extent required by law, notices shall, in addition, be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper, and in such other newspapers as the board of directors may decide.

Art. 12. A board of directors composed of not less than three members shall manage the Corporation; members of the board of directors need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 13. The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director and, in the absence of any director at a shareholders' meeting, any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The board of directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, including a general manager, a secretary, any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall only have the powers and duties given them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission another director as his proxy.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. Directors may not bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by previous resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors (which may be by way of a conference telephone call). Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote. In the event of a conference telephone call, decisions validly taken by the directors will thereafter appear on regular minutes.

Resolutions signed by all members of the board will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, cables, telegrams, telexes, facsimile transmissions or similar means. The date of the decisions contemplated by these resolutions shall be the latest signature date.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to natural persons or corporate entities which need not be members of the board.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of directors and of any general meeting of shareholders shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by any two directors.

Art. 15. The board of directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation.

The board of directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Corporation.

The board of directors may cause the assets of the Corporation to be invested in:

- a) transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market;
- b) transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public;
- c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-Member State of the European Union or dealt in on another market in a non-Member State of the European Union which

is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public provided that the choice of the stock exchange or market has been provided for in the constitutional documents of the UCITS;

d) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that:

- the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or on another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public, provided that the choice of the stock exchange or the market has been provided for in the constitutional documents of the UCITS;
- such admission is secured within one year of issue;

e) units of UCITS authorised according to Directive 2009/65/EC and/or other UCIs whether situated in a Member State of the European Union or not, provided that:

- such other UCIs are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the CSSF to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;
- the level of protection for unitholders in such other UCIs is equivalent to that provided for unitholders in a UCITS, and in particular that the rules on assets segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC;
- the business of such other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;
- no more than 10% of the assets of the UCITS or of the other UCIs, whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, in aggregate be invested in units of other UCITS or other UCIs;

f) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State of the European Union or, if the registered office of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law;

g) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market referred, and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter ("OTC derivatives"), provided that:

- the underlying consists of instruments, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the UCITS may invest according to its investment objectives as stated in the UCITS' constitutional documents;
- the counterparties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF; and
- the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the UCITS' initiative;

h) money market instruments other than those dealt in on a regulated market, if the issue or the issuer of such instruments are themselves regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that such instruments are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or by a central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong; or
- issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets; or
- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law; or
- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least ten million euro (EUR 10,000,000) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with the fourth Directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

Furthermore a UCITS may invest no more than 10% of its assets in transferable securities and money market instruments, an investment company may acquire movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of its business and a UCITS may not acquire either precious metals or certificates representing them.

A UCITS may hold ancillary liquid assets.

Moreover, a Sub-Fund of the Corporation may subscribe, acquire and/or hold securities to be issued or issued by one or more other Sub-Funds of the Corporation, in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Corporation and with the restrictions set forth in the law.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Corporation:

- (i) create any Sub-Fund and/or Class of shares qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS;
- (ii) convert any existing Sub-Fund and/or Class of shares into a feeder UCITS Sub-Fund and/or Class of shares; or
- (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS Sub-Fund and/or Class of shares.

By way of derogation from Article 46 of the law, the Corporation or any of its Sub-Funds which acts as a feeder (the "Feeder") of a master-fund shall invest at least 85% of its assets in another UCITS or in a Sub-Fund of such UCITS (the "Master").

The Feeder may not invest more than 15% of its assets in the following elements:

- (i) ancillary liquid assets in accordance with Article 41, paragraph (2), second sub-paragraph of the law, as may be amended from time to time;
- (ii) financial derivative instruments which may be used only for hedging purposes, in accordance with Article 41 paragraph (1), point g) and Article 42 paragraphs (2) and (3) of the law, as may be amended from time to time;
- (iii) movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of the Corporation's business.

Art. 16. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

Any director or officer of the Corporation who serves as a director, associate, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Banca Intermobiliare S.p.A., Turin and its subsidiaries and associated companies or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors on its discretion.

Art. 17. The Corporation may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 18. The Corporation will be bound by the joint signature of any two directors or by the individual signature of any director duly authorized or by the individual signature of any duly authorized officer of the Corporation or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 19. The operations of the Corporation and its financial situation including particularly its books shall be supervised by one or several auditors who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honourableness and professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the Luxembourg law of 17th December, 2010 regarding collective investment undertakings.

Such an auditor will be appointed by the shareholders at their annual general meeting and will act as such until being replaced by its successor.

Art. 20. As is more especially prescribed herein below, the Corporation has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Corporation subject to such advance notice as the board of directors may determine. The redemption price shall be paid no later than 10 Luxembourg bank business days following the applicable valuation day and shall be equal to the relevant Net Asset Value per share determined in accordance with the provisions of Article twenty-two hereof less a redemption fee, if any, as determined by the board of directors. Any such request must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Corporation in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Corporation as its agent for redemption of shares.

Shares of the capital of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.

The Corporation shall not be bound to redeem and convert on any valuation day more than 10% of the number of shares of any Sub-Fund outstanding on such valuation day. Redemptions and conversions may accordingly be deferred by the Corporation and will then be dealt with on the next valuation day (but subject always to the foregoing limit). For this purpose, requests for redemption and conversion so deferred will be given priority to subsequently received requests.

Any request for redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of suspension of redemptions and conversions pursuant to the related provisions of Article twenty-one hereof. In the absence of revocation, redemptions and conversions will occur on the next valuation day after the end of the suspension.

Subject to any limitation or provision contained in the sales documents any shareholder may request conversion of all or part of his shares corresponding to a particular Class and Sub-Fund into shares of another existing Class and/or Sub-Fund, based on the Net Asset Value per share of the Sub-Funds and/or Classes involved less a conversion fee, if any, as determined by the board of directors. The conversion formula is determined from time to time by the board of directors and disclosed in the current sales documents of the Corporation.

The board of directors may, from time to time, fix for any particular Class or Sub-Fund a minimum redemption or conversion amount, all as disclosed in the current sales documents of the Corporation.

The board of directors may also limit or even suppress the right of conversion for any particular Class and/or Sub-Fund

Art. 21. For the purpose of determining the issue, redemption and conversion price per share, the Net Asset Value of shares shall be determined by the Corporation, or by any other person or entity appointed by the Corporation as its agent for this purpose, from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the board of directors may determine (every such day for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "valuation day") provided that in any case where any valuation day would fall on a day observed as a holiday by banks in Luxembourg, such valuation day shall then be the next bank business day in Luxembourg.

If since the last valuation day there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the investments of the Corporation attributable to a particular Sub-Fund is dealt in or listed, the board of directors may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Corporation, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The Corporation may suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any particular Sub-Fund and the issue and redemption of the shares in such Sub-Fund as well as the conversion from and to shares of such Sub-Fund during:

- a) any period when any of the principal markets or stock exchanges on which a substantial portion of the investments of any Sub-Fund of the Corporation from time to time is quoted, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings thereon are restricted or suspended;
- b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by any Sub-Fund of the Corporation would be impracticable;
- c) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments attributable to any Sub-Fund or the current prices or values on any market or stock exchange;
- d) any period when the Corporation is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of any Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares of any Sub-Fund cannot in the opinion of the board of directors be effected at normal prices or rates of exchange;
- e) any period when the Corporation is being liquidated or as from the date on which notice is given of a meeting of shareholders at which a resolution to liquidate the Corporation is proposed.

Any such suspension shall be notified to shareholders requesting issue, redemption or conversion of shares by the Corporation at the time of the filing of their request for such issue, redemption or conversion, and shall be published by the Corporation (if in the opinion of the directors it is likely to exceed fourteen days).

Such suspension as to any Sub-Fund shall have no effect on the determination of the Net Asset Value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other Sub-Fund if the circumstances referred to above do not exist in respect of the other Sub-Funds.

Pending issues, redemptions and/or conversions are taken into consideration on the next valuation day after the end of such suspension.

Art. 22. The Net Asset Value of shares of each Sub-Fund in the Corporation shall be calculated in the reference currency of the relevant Sub-Fund and expressed in such other currencies as the board of directors may decide (except that when there exists any state of affairs which, in the opinion of the board of directors, makes the determination in such currency either not reasonably practical or prejudicial to the shareholders, the Net Asset Value may temporarily be determined in such other currency as the board of directors may determine) as a per share figure and shall be determined in respect of each valuation day by dividing the net assets of the Corporation corresponding to each Sub-

Fund (being the value of the assets of the Corporation corresponding to such Sub-Fund less the liabilities attributable to such Sub-Fund) by the number of shares of the relevant Sub-Fund then outstanding.

A. The assets of the Corporation may include:

- a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- c) all bonds, time notes, shares, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Corporation;
- d) all stocks, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Corporation (provided that the Corporation may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Corporation except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- f) the preliminary expenses of the Corporation insofar as the same have not been written off; and
- g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall, in principle, be determined as follows:

- 1) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the board of directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- 2) the value of securities which are quoted or dealt in on any stock exchange shall be in respect of each security, the last known price, and where appropriate, the middle market price on the stock exchange which is normally the principal market for such security;
- 3) securities dealt in on another regulated market are valued in a manner as near as possible to that described in the preceding sub-paragraph;
- 4) in the event that any of the securities held in any Sub-Fund's portfolio on the relevant valuation day are not quoted or dealt in on a stock exchange or another regulated market or, for any of the securities, no price quotation is available, or if the price as determined pursuant to sub-paragraphs 2) and/or 3) is not in the opinion of the board of directors representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be determined based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith;
- 5) all other assets will be valued at their respective fair values as determined in good faith by the board of directors in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

The board of directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset.

The value of the assets denominated in a currency other than the reference currency of the relevant Sub-Fund will be converted at the rates of exchange prevailing in Luxembourg at the time of the determination of the corresponding Net Asset Value.

B. The liabilities of the Corporation may include:

- a) all loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued or payable administrative fees and expenses (including but not limited to investment advisory fees, custodian fees and central administrative fees);
- c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money, including the amount of any unpaid dividends declared by the Corporation where the valuation day falls on the record date for determination of the persons entitled thereto or is subsequent thereto;
- d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the valuation day, as determined from time to time by the Corporation, and other reserves if any authorized and approved by the board of directors; and
- e) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Corporation. In determining the amount of such liabilities the Corporation shall take into account all expenses payable by the Corporation comprising formation expenses, fees and expenses payable to its investment advisers or investment managers, accountant, custodian, administrative, domiciliary, registrar and transfer agents, paying agents, management company and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Corporation, fees for legal and auditing services, stock exchange listing costs, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, financial reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges, brokerage and communication expenses.

The Corporation may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The net assets of the Corporation shall mean the assets of the Corporation as hereinabove defined less the liabilities as hereinabove defined, on the valuation day on which the Net Asset Value of the shares is determined. The capital of the Corporation shall be at any time equal to the total net assets of the Corporation, comprising net assets of all Sub-Funds, EUR - being the base currency.

D. Allocation of assets and liabilities:

The board of directors shall establish a pool of assets for each Sub-Fund in the following manner:

a) the proceeds from the issue of shares of each Sub-Fund shall be applied in the books of the Corporation to the Sub-Fund established for the relevant Class of shares and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such Sub-Fund, subject to the provisions of this Article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Corporation to the same Sub-Fund as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;

c) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

d) in the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds in equal parts or, if the amounts so require, pro rata to the value of the respective net assets of each Sub-Fund;

e) upon the payment of dividends to the shareholders in any Sub-Fund, the Net Asset Value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

The board of directors may reallocate any asset or liability previously allocated by them if in their opinion circumstances so require. In accordance with article 181 of the Law dated 17th December 2010 and by derogation to Article 2093 of the Code Civil, the assets of a Sub-Fund cannot be attached to obtain payment in respect of obligations of another Sub-Fund, thus providing for limited liability of each Sub-Fund and eliminating the risk of cross liability amongst Sub-Funds.

E. In case where distribution shares and accumulation shares are issued in a Sub-Fund as provided in Article five hereof, the Net Asset Value per share of each Category or Class of shares of the relevant Sub-Fund is computed by dividing the net assets of the relevant Sub-Fund attributable to each Category or Class by the number of shares of each Category or Class then outstanding.

The percentage of net assets of the relevant Sub-Fund to be attributed to each Category or Class of shares which has been initially the same as the percentage of the total number of shares represented by such Category or Class, changes pursuant to dividends or other distributions with respect to distribution shares in the following manner:

a) at the time of any dividend or other distribution with respect to distribution shares, the net assets attributable to such Category shall be reduced by the amount of such dividend or other distribution (thus decreasing the percentage of net assets of the relevant Sub-Fund attributable to the distribution shares) and the net assets attributable to the accumulation shares shall remain the same (thus increasing the percentage of net assets of the relevant Sub-Fund attributable to the accumulation shares);

b) at the time of any increase of the capital of the Corporation pursuant to the issue of new shares of either Category or Class, the net assets attributable to the corresponding Category or Class shall be increased by the amount received with respect to such issue;

c) at the time of redemption by the Corporation of shares of either Category or Class, the net assets attributable to the corresponding Category or Class shall be decreased by the amount paid for with respect to such redemption;

d) at the time of conversion of shares of one Category or Class into shares of the other Category or Class, the net assets attributable to such Category or Class shall be decreased by the Net Asset Value of the shares converted and the Net Asset Value attributable to the corresponding Category or Class shall be increased by such amount.

F. For the purposes of this Article:

a) shares of the Corporation to be redeemed shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the valuation day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Corporation;

b) shares to be issued by the Corporation pursuant to subscription applications received shall be treated as being in issue as from the close of business on the valuation day referred to in this Article and such price, until received by the Corporation, shall be deemed to be a debt due to the Corporation;

c) all investments, cash balances and other assets of the Corporation expressed otherwise than in EUR shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force in Luxembourg at the date for determination of the Net Asset Value of shares; and

d) effect shall be given on any valuation day to any purchases or sales of securities contracted for by the Corporation on such valuation day, to the extent practicable.

Art. 23. Whenever the Corporation shall offer shares of any Sub-Fund for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold shall be the relevant Net Asset Value per share as hereinabove defined plus, as the case may be, such sales fee as the sales documents may provide. Any remuneration to agents active in the placing of the

shares shall be paid out of such fees. The price so determined shall be payable within the time period established by the board of directors but no later than 10 Luxembourg bank business days following the applicable valuation day.

Art. 24. The financial year of the Corporation shall begin on the first day of October in each year and shall terminate on the last day of September of the next year.

Art. 25. For each Sub-Fund and with respect to distribution shares, the general meeting of shareholders may, upon the proposal of the board of directors and within the limits provided by law, resolve a distribution of dividends to such shareholders.

The board of directors may also declare interim dividends with respect to distribution shares.

No dividends shall be paid on accumulation shares. The holders of accumulation shares participate equally in the results of the Corporation, their related part staying invested in the Corporation and remaining credited to the accumulation shares.

Art. 26. In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

The operations of liquidation will be carried out pursuant to the Luxembourg law dated 17th December, 2010 regarding collective investment undertakings.

The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund shall be distributed by the liquidators to the shareholders of each Sub-Fund in proportion to their holding in the respective Sub-Fund(s).

The board of directors is entitled to decide on an automatic dissolution of a Sub-Fund if the net assets fall under a limit as fixed from time to time by the board of directors.

Art. 27. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Any amendment affecting the rights of the shareholders of any Class or Sub-Fund vis-à-vis those of any other Class or Sub-Fund shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such Class or Sub-Fund as far as the shareholders of this Class or Sub-Fund are present or represented.

Art. 28. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of 10th August, 1915 on commercial companies and amendments thereto and the Luxembourg law dated 17th December, 2010 regarding collective investment undertakings."

This resolution is adopted by 400,000 vote(s) in favour, 0 vote(s) against and 0 abstention(s).

There being no further items on the agenda, the meeting is closed.

Whereof the present deed is drawn up in Hesperange, at the registered office of the Company, at the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the appearers, the present deed is worded in English.

This deed having been read to the appearing persons, said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: G. BOONE, S. DOBSON, A. KAHN et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 novembre 2012. LAC/2012/54702. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Référence de publication: 2012167277/668.

(120220384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2012.

M & J INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 167.616.

Le siège social de la société M&J INTERNATIONAL S.A., société anonyme, de droit luxembourgeois, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B167616, jusqu'alors établi au 117, avenue Gaston Diderich à L-1420 Luxembourg, a été dénoncé avec effet au 28 décembre 2012 par le domiciliataire DL AUDIT LUXEMBOURG S.A.

Luxembourg, le 28 décembre 2012.

DL AUDIT LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2013000387/12.

(120226245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Mars Propco 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 122.300.

Les comptes annuels 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013000390/9.

(120226185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

McCain Finance Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 158.881.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2012.

Référence de publication: 2013000391/10.

(120226047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

McCain Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 89.001,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 161.651.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2012.

Référence de publication: 2013000392/10.

(120226046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

TABB Packaging Solutions, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 147.094.

DISSOLUTION

In the year two thousand and twelve, on the twelfth of November.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

TABB Packaging Solutions, LLC, a company incorporated under the laws of the State of Michigan, United States of America, with registered address at 8300 Ronda Drive, Canton, Michigan 48187, United States of America, registered with the Michigan Department of Labor and Growth Commercial Services under number D114228,

here duly represented by Mrs Corinne PETIT, by virtue of a proxy given under private seal in Plymouth, Michigan, USA on October 24th, 2012.

Which proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed and submitted together with it to the registration authorities.

Which appearing person has requested the notary to state as follows:

- That the company TABB Packaging Solutions, S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 19, Rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 147.094 has been incorporated pursuant to a deed

of the undersigned notary, on July 8th, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1489 of August 1st, 2009 and which articles of association have not yet been amended since (hereinafter the "Company");

- That the corporate capital is established at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by one hundred (100) shares with a nominal value of one hundred and twenty-five euro (EUR 125) each;
- That it is the sole shareholder of the Company;
- That the Company's activities have ceased; that the sole shareholder decides in the present general meeting to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company;
- That the here represented sole shareholder appoints himself as liquidator of the Company, and acting in this capacity requests the notary to authenticate his declaration that due to the close down of the liquidation all the liabilities towards the sole shareholder of the Company have been fully and irrevocably renounced by itself today and that the liabilities toward thirds parties have been duly provisioned; furthermore the liquidator declares that with respect to eventual liabilities of the Company presently unknown that remain unpaid, he irrevocably undertakes to pay all such eventual liabilities; that as a consequence of the above all the liabilities of the company are paid;
- That the remaining net assets have been paid to the sole shareholder according to their booking value;
- That the declarations of the liquidator have been verified, pursuant to a report that remains attached as appendix, by G.T. Fiduciaires S.A., a company governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 19, Rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 121.820, acting as "commissary to the dissolution";
- That the dissolution of the Company is done and finalised;
- That full discharge is granted to the Company's managers and commissary for their respective duties;
- That there should be proceeded to the cancellation of all issued shares;
- That all books and documents of the Company shall be kept for the legal duration of five years at the former registered office of the Company at 19, Rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.
- That the bearer of a copy of the present deed shall be granted all necessary powers regarding legal publications and registration.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of the presents.

The document having been read in the language of the person appearing, all of whom are known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the translation in French:

L'an deux mil douze, le douze novembre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

TABB Packaging Solutions, LLC, une société constituée selon les lois de l'Etat de Michigan, Etats-Unis d'Amérique, avec siège social à 8300 Ronda Drive, Canton, Michigan 48187, Etats-Unis d'Amérique, immatriculé auprès du «Michigan Department of Labor and Growth Commercial Services» sous le numéro D114228,

ici représentée par Madame Corinne PETIT, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privée à Plymouth, Michigan, Etats-Unis d'Amérique le 24 octobre 2012.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La société comparante, représentée comme il est dit, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- Que la société TABB Packaging Solutions, S.à.r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, Rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147.094, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 8 juillet 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1489 du 1^{er} août 2009 et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés depuis (ci-après la «Société»);
- Que le capital social de la Société s'élève à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) représenté par cent (100) parts sociales, chacune ayant une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR);
- Que la partie comparante est l'associé unique de la Société;
- Que l'activité de la Société ayant cessé, l'associé unique, représenté comme dit ci-avant, siégeant comme associé unique en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la Société prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

- Que l'associé unique, se désigne comme liquidateur de la Société, qu'en cette qualité il requiert le notaire instrumentant d'acter qu'il déclare que l'associé unique aujourd'hui à l'occasion de la dissolution a renoncé de façon définitive et irrévocable à la totalité de ces créances envers la société que tout le passif de la Société envers le tiers est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de ladite Société est réglé;

- Que l'actif restant est réparti à l'associé unique selon sa valeur comptable de bilan;

- Que les déclarations du liquidateur ont fait l'objet d'une vérification, suivant rapport en annexe, conformément à la loi, par G.T. Fiduciaires S.A., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 19, Rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 121.820, désigné "commissaire à la dissolution" par l'associé unique de la Société;

- Que pourtant la dissolution de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- Que décharge pleine et entière est donnée aux gérants et commissaire de la Société;

- Qu'il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales émises;

- Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans auprès de l'ancien siège social de la Société au 19, Rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg;

- Que pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande du comparant, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Il est spécifié qu'en cas de divergences avec la version française, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite en langue du pays au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 20 novembre 2012. LAC/2012/54841. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-.

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2012.

Référence de publication: 2012167293/110.

(120220563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2012.

Manwin Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 218.925,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 32, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 158.240.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision des associés de la Société prise en date du 17 décembre 2012 que:

- Mr. Fabian Thylmann a démissionné de son mandat de gérant unique de la Société avec effet immédiat;

- Ont été nommés gérants de la Société:

* Mr. Feras Antoon, né le 23 juin 1974, à Damascus, Syrie, avec adresse professionnelle au 3700 Pierre-Davault, Saint-Laurent, Quebec, Canada. H4R 3K4; et

* Mr. Philippe Poiré Côté, né le 1^{er} décembre 1980 à Lévis, Canada, avec adresse professionnelle au 32, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2012.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013000397/20.

(120226248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Merus SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 4.790.068,92.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 164.179.

—
Veuillez prendre note du changement de la adresse de l'associé Joseph Bernardus Gerardus Willibrordus Maria de Gruijter. La nouvelle adresse est:

Rue de Médran 22, 1936 Verbier, Suisse

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Merus SPF S.à r.l.

Jacob Mudde

Gérant

Référence de publication: 2013000393/15.

(120226113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Level AP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 42-44, rue de Hollerich.
R.C.S. Luxembourg B 156.955.

—
Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21/12/2012.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013000344/12.

(120226494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

**Etex Asia, Société Anonyme,
(anc. Team S.A.).**

Siège social: L-1147 Luxembourg, 42, rue de l'Avenir.
R.C.S. Luxembourg B 6.329.

—
L'an deux mil douze, le dix décembre.

Par-devant, Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "TEAM S.A.", avec siège social à L-1147 Luxembourg, 42, rue de l'Avenir, constituée suivant acte notarié en date du 20 août 1962, publié au Mémorial, Recueil Spécial C numéro 52 de l'année 1963 et dont les statuts furent modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné du 28 juin 2011 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2223 du 21 septembre 2011.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Benoit TASSIGNY, juriste, demeurant à B-Nothomb, qui désigne comme secrétaire Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant à F-Russange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Marie-Jeanne KIEFFER, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Changement de nom de la société en "Etex Asia"
2. Changement subséquent de l'article 1^{er} des statuts.
3. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau

et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de changer le nom de la société en "Etex Asia".

Deuxième résolution

Par conséquent, l'assemblée générale décide de modifier l'article 1^{er} des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

Dans sa version française:

« **Art. 1^{er}.** Il est régi par les présentes une société de droit luxembourgeois sous forme de société anonyme sous la dénomination de «Etex Asia»

Dans sa version anglaise:

" **Art. 1.** There exists a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg under the name of «Etex Asia»."

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ neuf cents Euros (900.- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants tous connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: B. TASSIGNY, M. NEZAR, M.-J. KIEFFER, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 décembre 2012. Relation: LAC/2012/59363. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME Délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2012.

Référence de publication: 2012167298/61.

(120220534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2012.

METZEN S.à r.l., Industrietechnische Anlagen, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5451 Stadtbredimus, 35, Dicksstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 97.145.

AUSZUG

Aus einem Gesellschafterbeschluss der Gesellschaft mit beschränkter Haftung METZEN S.à r.l., Industrietechnische Anlagen, mit Sitz in L-5451 Stadtbredimus, 35, Dicksstrooss, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 97.145 seit dem 13. Dezember 1993, geht hervor dass:

Erster Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin nimmt die Rücktritte von Herrn Oswald Metzen und Herrn Ralf Schumacher, als Geschäftsführer, rückwirkend zum 1. April 2012, an.

Zweiter Beschluss

Zu neuen Geschäftsführer wird für eine unbestimmte Dauer ernannt:

a) Herr Claus-Ascan JENCQUEL, wohnhaft in D-21521 Aumühle, Börnsener Strasse 20.

Zu Direktoren werden ernannt:

b) – im Bereich Metallbau:

Herr Konrad Walter PORTZ, wohnhaft in D-66687 Losheim-am-See, Auf Kellerchen 14.

c) – im Bereich Elektroinstallation:

Herr Albert PAULUS, wohnhaft in D-66687 Wadern, Grimburger Strasse 14

Dritter Beschluss

Die Alleinige Gesellschafterin beschliesst das Mandat von Herrn Dietrich WUNN als Geschäftsführer zu bestätigen.

Die Gesellschaft wird wie folgt vertreten und verpflichtet:

- durch die Einzelunterschrift von Herrn Albert PAULUS im Bereich Elektrik
- durch die Einzelunterschrift von Herrn Konrad Walter PORTZ im Bereich Metallbau
- durch die alleinigen Unterschriften von Herrn Dietrich WUNN und Herrn Claus-Ascan JENCQUEL

Stadtbredimus, den 19. Dezember 2012.

METZEN S.à r.l., Industrietechnische Anlagen

Dietrich WUNN

Référence de publication: 2013000411/31.

(120226166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Marcelina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 13, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 162.450.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013000398/10.

(120226442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Marisca, S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 26.223.

Les documents de clôture de l'année 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 28 décembre 2012.

Référence de publication: 2013000399/10.

(120226519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

**Saar-Mosel Lux Matériel TP S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Mercato S.A.).**

Siège social: L-7372 Lorentzweiler, 35, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 150.621.

Im Jahre zweitausendundzwölf, den siebenundzwanzigsten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Patrick SERRES, mit Amtssitz in Remich.

Traten die Aktieninhaber der Aktiengesellschaft "Mercato S.A.", mit Sitz zu L-5440 Remerschen, 34, Wäistrooss, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammen; genannte Gesellschaft, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister zu Luxemburg, Sektion B unter Nummer 150.621, wurde gegründet durch Urkunde von Notar Karine REUTER, mit damaligem Amtssitz in Redingen/Attert vom 8. Januar 2010, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 333 vom 16. Februar 2010.

Die Versammlung findet statt unter dem Vorsitz von Herrn André Schmitz, Diplom-Kaufmann, wohnhaft in D-Siegen.

Der Vorsitzende beruft als Schriftführer Herr Christian Schmitz, Büro-Kaufmann, wohnhaft in D-Wilnsdorf.

Die Versammlung wählt als Stimmzähler Herr Christian Schmitz, vorbenannt.

Der Vorsitzende erklärt die Sitzung eröffnet und gibt folgende Erklärungen ab, welche von dem amtierenden Notar zu Protokoll genommen werden.

A. - Dass aus einer vom Verwaltungsvorstand erstellten Anwesenheitsliste hervorgeht, dass sämtliche Aktionäre in gegenwärtiger Versammlung zugegen oder rechtlich vertreten sind; diese Anwesenheitsliste, von den Aktienhabern respektiv deren Vertretern gegengezeichnet und dem amtierenden Notar ne varietur unterzeichnet, bleibt gegenwärtiger

Urkunde beigebogen um mit derselben einregistriert zu werden, ebenso wie die ordnungsgemäß durch die Erschienenen und den amtierenden Notar ne varietur paraphierten Vollmachten der vertretenen Aktionäre.

B. - Dass die Generalversammlung, in Anbetracht der Anwesenheit respektiv Vertretung sämtlicher Aktieninhaber, regelmäßig zusammengesetzt ist und gültig über alle Punkte der Tagesordnung beschließen kann.

C- Dass die Tagesordnung folgende Punkte vorsieht:

Tagesordnung:

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes nach L-7372 Lorentzweiler, 35, route de Luxembourg und dementsprechend Änderung von Artikel 2, erster Satz, der Satzung.

2. Umwandlung der Gesellschaft in eine "société à responsabilité limitée".

3. Umbenennung der Gesellschaft in „Saar-Mosel Lux Matériel TP S. à r. l.“ und dementsprechend Änderung von Artikel 1, erster Satz, der Satzung.

4. Beschluss für die Umwandlung der dreihundertzwanzig (320) Aktien mit einem Nominalwert von hundert Euro (100.- EUR) in dreihundertzwanzig (320) Gesellschaftsanteile mit einem Nominalwert von hundert Euro (100.- EUR), vollständig eingezahlt, und Feststellung der Generalversammlung dass die neu geschaffenen Gesellschaftsanteile die gleichen Vorteile und Rechte auf Dividenden haben wie die vorigen Aktien.

Zeichnung der neu geschaffenen Anteile durch die Gesellschaft deutschen Rechts „Ewald Schultes Nachfolger GmbH“, mit Sitz in D-57080 Siegen, Tretenbach.

5. Beschluss für die Neufassung der Satzung und Anpassung an die Gesellschaftsform einer „société à responsabilité limitée“.

6. Abberufung von Herrn Sascha Morschett als Mitglied des Verwaltungsrates und Entlastung für die Ausführung seines Mandates. Abberufung des Rechnungskommissars in der Person von Frau Nicole Morschett und Entlastung für die Ausführung ihres Mandates.

7. Ernennung von Herrn André Schmitz und von Herrn Christian Schmitz als Geschäftsführer der Gesellschaft und Festlegung ihrer Unterschriftsvollmacht.

Nach Vortrag dieser Punkte sowie deren Bestätigung durch die Generalversammlung beschließen die Aktionäre einstimmig wie folgt:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt den Gesellschaftssitz zu verlegen nach L-7372 Lorentzweiler, 35, route de Luxembourg und dementsprechend Artikel 2, erster Satz, der Satzung folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 2.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Lorentzweiler.„

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt die Umwandlung der Gesellschaft in eine "société à responsabilité limitée".

Dritter Beschluss

Die Versammlung beschließt die Umbenennung der Gesellschaft in „Saar-Mosel Lux Matériel TP S. à r. l.“ und dementsprechend Änderung von Artikel 1, erster Satz, der Satzung.

Vierter Beschluss

Die Versammlung beschließt die Umwandlung der dreihundertzwanzig (320) Aktien mit einem Nominalwert von hundert Euro (100.- EUR) in dreihundertzwanzig (320) Gesellschaftsanteile mit einem Nominalwert von hundert Euro (100.- EUR), vollständig eingezahlt. Die Versammlung beschließt, dass die neu geschaffenen Gesellschaftsanteile die gleichen Vorteile und Rechte auf Dividenden haben wie die vorigen Aktien.

Zeichnung der neu geschaffenen dreihundertzwanzig (320) Gesellschaftsanteile durch die alleinige Gesellschafterin, die Gesellschaft deutschen Rechts „Ewald Schultes Nachfolger GmbH“, mit Sitz in D-57080 Siegen, Tretenbach, hier vertreten durch ihre beiden Geschäftsführer Herr André Schmitz und Herr Christian Schmitz, vorbenannt.

Fünfter Beschluss

Die Versammlung beschließt die Neufassung der Satzung der Gesellschaft und die Anpassung an eine "société à responsabilité limitée" wie folgt:

„ **Art. 1.** Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ist gegründet, der die nachstehende Satzung, sowie die diesbezügliche Gesetzgebung zu Grunde liegt.

Art. 2. Gegenstand der Gesellschaft ist der Handel und Vermietung von Maschinen, Fahrzeugen sowie industriellen Anlagen aller Art, Vermittlung von Provisionsgeschäften sowie die administrative Beratung. Die Gesellschaft ist berechtigt, sich auch an anderen Unternehmen gleicher und verwandter Art zu beteiligen.

Die Gesellschaft kann jede andere Tätigkeit welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt in Verbindung steht oder welche diesen fördern kann, im In- und Ausland, ausüben.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 4. Die Gesellschaft führt den Namen „Saar-Mosel Lux Matériel TP S.àr.l.“.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Lorentzweiler.

Durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung kann der Gesellschaftssitz innerhalb derselben Gemeinde verlegt werden.

Die Geschäftsführung kann Zweigniederlassungen, Filialen, Agenturen oder administrative Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Art. 6. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zweiunddreißigtausend EURO (32.000.- EUR) eingeteilt in dreihundertzwanzig (320) Anteile von je einhundert EURO (100.- EUR).

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit erhöht oder herabgesetzt werden, unter den in Artikel 199 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgesetzten Bedingungen.

Art. 8. Jeder Anteil ist proportional an den Aktiva und am Gewinn beteiligt.

Art. 9. Zwischen Gesellschaftern sind die Anteile frei übertragbar. Die Übertragung unter Lebenden von Gesellschaftsanteilen an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der Gesellschafterversammlung und mindestens fünfundsiebzig Prozent des Gesellschaftskapitals. Im Übrigen wird auf die Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften verwiesen.

Art. 10. Tod, Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Art. 11. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Ist nur ein Geschäftsführer bestellt, so vertritt dieser die Gesellschaft alleine. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so wird die Gesellschaft jeweils durch zwei Geschäftsführer oder einen Geschäftsführer in Gemeinschaft mit einem Prokuristen vertreten. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung kann die Vertretung und Geschäftsführung abweichend geregelt werden; insbesondere einem oder mehreren Geschäftsführern das Recht der Einzelvertretung übertragen werden.

Art. 12. Bei der Ausübung ihres Amtes gehen der oder die Geschäftsführer keinerlei persönliche Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie lediglich für die ordnungsgemäße Durchführung ihres Amtes verantwortlich.

Art. 13. Jeder Gesellschafter ist in der Generalversammlung stimmberechtigt. Er hat so viele Stimmen wie er Anteile besitzt und kann sich aufgrund einer Vollmacht an den Versammlungen rechtsgültig vertreten lassen.

Art. 14. Die Generalversammlung fasst ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit. Beschlüsse über Satzungsänderungen kommen nur zustande, soweit sie von der Mehrheit der Gesellschafter, die drei Viertel des Kapitals vertreten, gefasst werden.

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 16. Am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres erstellt die Geschäftsführung den Jahresabschluss.

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in den Jahresabschluss nehmen.

Art. 18. Fünf Prozent des Reingewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt bis diese zehn Prozent des Stammkapitals erreicht hat.

Der Saldo steht zur Verfügung der Gesellschafter.

Art. 19. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 20. Wann, und so lang ein Gesellschafter alle Anteile besitzt, ist die Gesellschaft eine Einmanngesellschaft im Sinn von Artikel 179(2) des Gesetzes über die kommerziellen Gesellschaften; in diesem Fall finden unter anderem die Artikel 200-1 und 200-2 desselben Gesetzes Anwendung.

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen."

Sechster Beschluss

Die Versammlung beschließt die Abberufung von Herrn Sascha Morschett als Mitglied des Verwaltungsrates und erteilt ihm Entlastung für die Ausführung seines Mandates. Die Versammlung beschließt ebenfalls die Abberufung des Rechnungskommissars in der Person von Frau Nicole Morschett und erteilt ihr Entlastung für die Ausführung ihres Mandates.

Siebter Beschluss

Die Versammlung ernennt als Geschäftsführer der Gesellschaft für unbestimmte Dauer:

1. Herrn André Schmitz, wohnhaft in D-57072 Siegen, Marburger Strasse 29,
2. Herrn Christian Schmitz, wohnhaft in D-57234 Wilnsdorf, Klosterstrasse 14.

Die Gesellschaft wird verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift der beiden Geschäftsführer.

Die Versammlung erteilt der Geschäftsführung jegliche Vollmachten für die nötigen Umschreibungen hinsichtlich der erfolgten Beschlüsse und insbesondere für den Umtausch der Aktien in Gesellschaftsanteile.

Feststellung

Der amtierende Notar stellt fest, dass die Vorschriften von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 erfüllt sind.

Da keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung stehen, ist die Versammlung hiermit geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Remich, im Jahre, Monate und am Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung, haben die vorgenannten Komparenten, dem Notar mit Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, zusammen mit dem amtierenden Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: A. SCHMITZ, C. SCHMITZ, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 3 décembre 2012. Relation: REM/2012/1525. Reçu soixante-quinze euros 75.- €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Remich, den 10. Dezember 2012.

Patrick SERRES.

Référence de publication: 2012167423/144.

(120220296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2012.

MIS S.à r.l., Mobile International Security S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1541 Luxembourg, 44, boulevard de la Fraternité.

R.C.S. Luxembourg B 145.383.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2012.

Pour la société

FIDUCIAIRE ACCURA S.A.

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2013000417/14.

(120226328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Nerovia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3321 Berchem, 32, rue Meckenheck.

R.C.S. Luxembourg B 167.943.

La société EURA-AUDIT Luxembourg S.A. a le regret de vous notifier sa démission au poste de Commissaire aux Comptes de la société NEROVIA S.A., société anonyme de droit luxembourgeois immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B167943 avec effet au 28 décembre 2012.

Le Mandataire

Référence de publication: 2013000426/11.

(120226264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2012.
